



**5 ans de crise, 5 indicateurs :
on sous-estime l'ampleur de la crise 2008-2013 !**
par Philippe DEFEYT - janvier 2014

D'après certains, les économies européennes seraient/ont en train d'émerger de la crise née en septembre 2008, crise probablement aggravée par divers déséquilibres économiques structurels et des politiques économiques d'une trop grande rigueur.

Il est trop tôt pour mesurer l'ampleur et les conséquences de la reprise qui semble se dessiner sur base d'une série d'indicateurs et moins encore deviner la durée de celle-ci.

Mais le moment est bien choisi pour mesurer, avec maintenant un recul de 5 ans, quelques évolutions socioéconomiques observées pendant la période 2008-2013.

J'ai retenu 5 indicateurs ou groupes d'indicateurs :

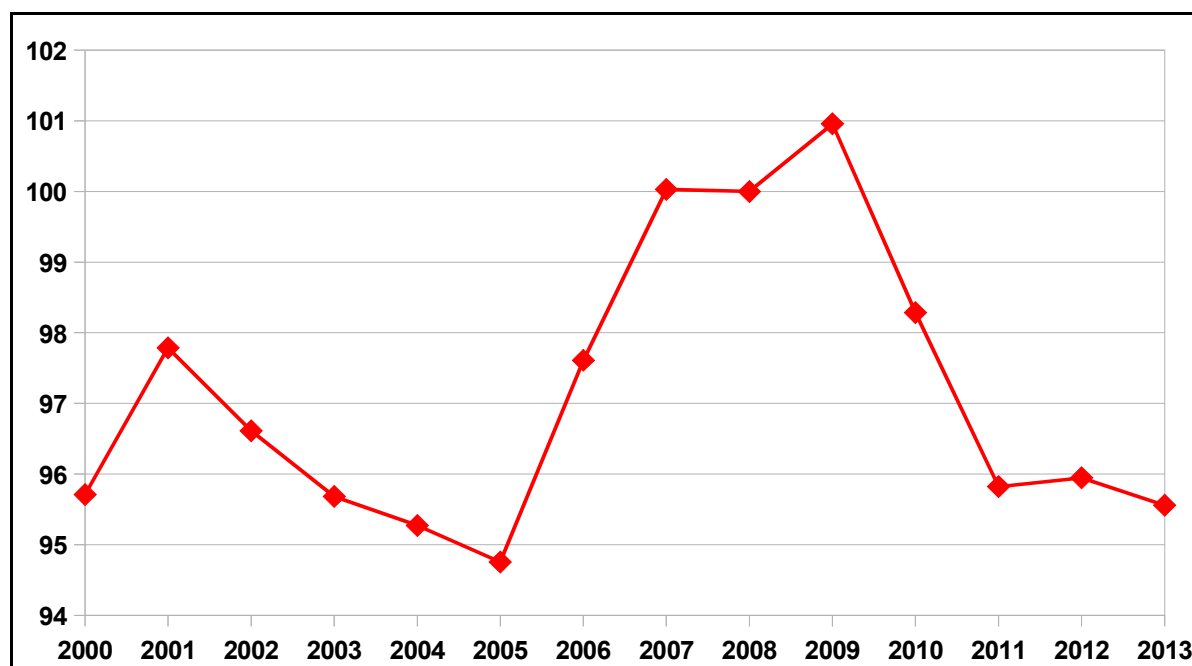
1. Le pouvoir d'achat par tête.
2. L'évolution de l'emploi salarié hors titres-services.
3. Le nombre de Demandeurs d'Emploi Inoccupés.
4. Le nombre de bénéficiaires du Droit à l'Intégration Sociale.
5. L'activité dans la construction (logements neufs).

Deux remarques :

- le choix de ces indicateurs s'est fait en fonction de leur importance dans le débat socioéconomique et de la disponibilité des données
- les évolutions observées ne sont jamais entièrement explicables par les évolutions conjoncturelles ; d'autres causes, plus structurelles, peuvent être à l'oeuvre.

Pour avoir une base de comparaison plus longue les graphiques ci-après démarrent en 2000.

Pouvoir d'achat par habitant – 2008=100



Sources : Belgostat et BfP - Calculs et estimations : IDD

Une conclusion saute aux yeux : le pouvoir d'achat par habitant est, en 2013, "revenu" au niveau de 2000 !

La "crise" a raboté le pouvoir d'achat par tête d'environ 5% depuis 2009, année où a été enregistré son niveau maximum.

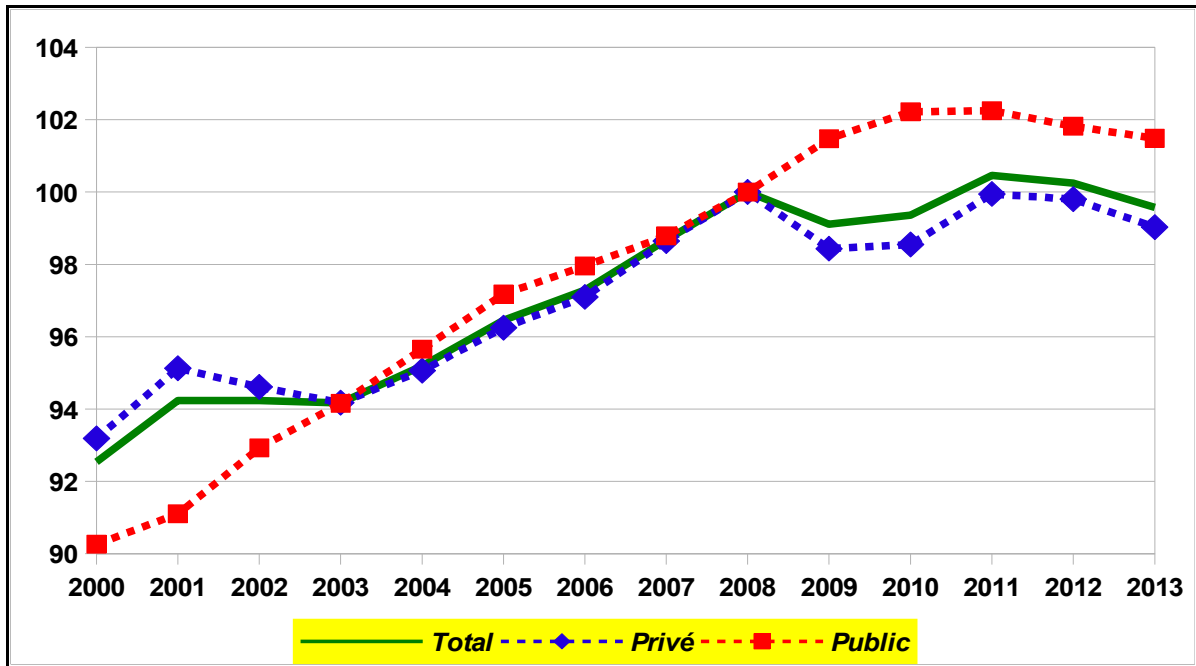
Un des éléments explicatifs des évolutions du pouvoir d'achat par tête se trouve dans une croissance de 9% de la population totale entre 2000 et 2013 dans un contexte de croissance tendancielle plutôt faiblarde.

Il est donc faux de dire que la crise et les "mesures" n'ont pas fait "mal" mais les évolutions du pouvoir d'achat sont évidemment très variables d'un ménage à l'autre, en fonction notamment de la nature des revenus et du taux d'emploi.

Le Revenu national net (à prix constants) par habitant a évolué plus ou moins selon le même profil (voir 2ème ligne du tableau ci-après).

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013(e)
Rev.disp./hab.	95,7	97,8	96,6	95,7	95,3	94,8	97,6	100,0	100,0	101,0	98,3	95,8	95,9	95,6
Rev.nat.net/hab	96,9	96,3	97,2	96,7	98,0	98,2	99,5	102,5	100,0	95,4	97,8	99,3	96,6	96,2

Emploi salarié hors titres-services – 2008=100



Sources : Belgostat, BfP, ONEM et ONSS - Calculs et estimations : IDD

J'ai choisi ici de regarder l'évolution de l'emploi salarié hors l'emploi directement lié aux titres-services pour mieux approcher les "tendances" à l'oeuvre.

Deux constats :

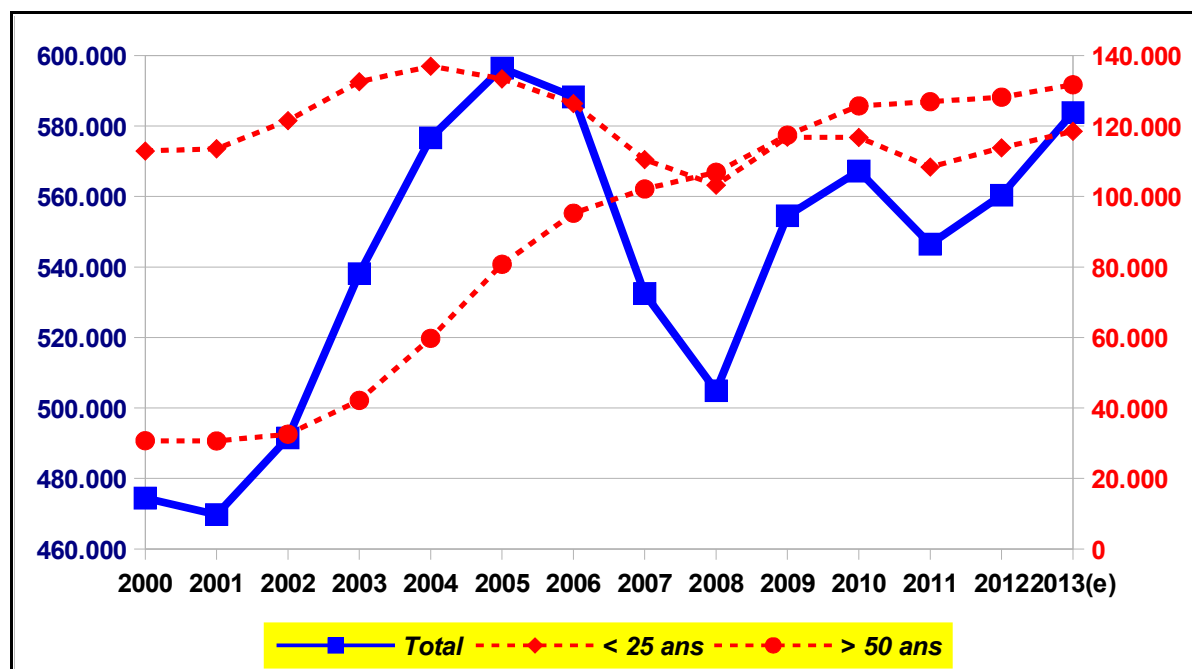
- l'emploi salarié total – hors titres-services – est, en 2013, "revenu" à son niveau de 2008 (il se situe même un peu en deçà)
- l'emploi privé et l'emploi public – hors titres-services – sont en baisse par rapport à 2011.

Pour ce qui est des évolutions des années à venir on peut penser que seul l'emploi salarié privé pourrait croître si reprise il y a mais sans plus pouvoir compter (beaucoup en tout cas) sur le secteur des titres-services et dans des proportions insuffisantes pour voir diminuer (significativement et rapidement) le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés.

Ceci dit, le maintien de l'emploi salarié total (hors titres-services) depuis 2008 constitue d'une certaine manière une "performance" dans un contexte très peu favorable, même si l'emploi mesuré en équivalents temps plein a évolué moins favorablement.

En absolu	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013(e)
Total	3.412	3.475	3.475	3.472	3.510	3.557	3.587	3.639	3.687	3.655	3.664	3.704	3.697	3.672
Privé	2.673	2.729	2.714	2.702	2.727	2.761	2.785	2.830	2.869	2.824	2.827	2.867	2.863	2.841
Public	739	746	761	771	783	796	802	809	819	831	837	837	834	831

Demandeurs d'Emploi Inoccupés (DEI)
Total (éch. de gauche) / < de 25 ans et + de 50 ans (éch. de droite)



Sources : Belgostat - Calculs et estimations : IDD

Après avoir atteint un creux en 2008, le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (DEI) est reparti à la hausse pour dépasser les 580.000 en moyenne annuelle en 2013 sans cependant atteindre le maximum observé en 2005 (presque 600.000 DEI).

On observe la même allure générale de la courbe des DEI de moins de 25 ans. Le nombre de 118.000 jeunes DEI en 2013 est en-deçà, et c'est tant mieux, du maximum atteint en 2004 : 137.000. Mais le recul du nombre d'emplois occupés par des moins de 25 ans fait passer le taux de chômage des jeunes de 22% en 2008 à 27% en 2013.

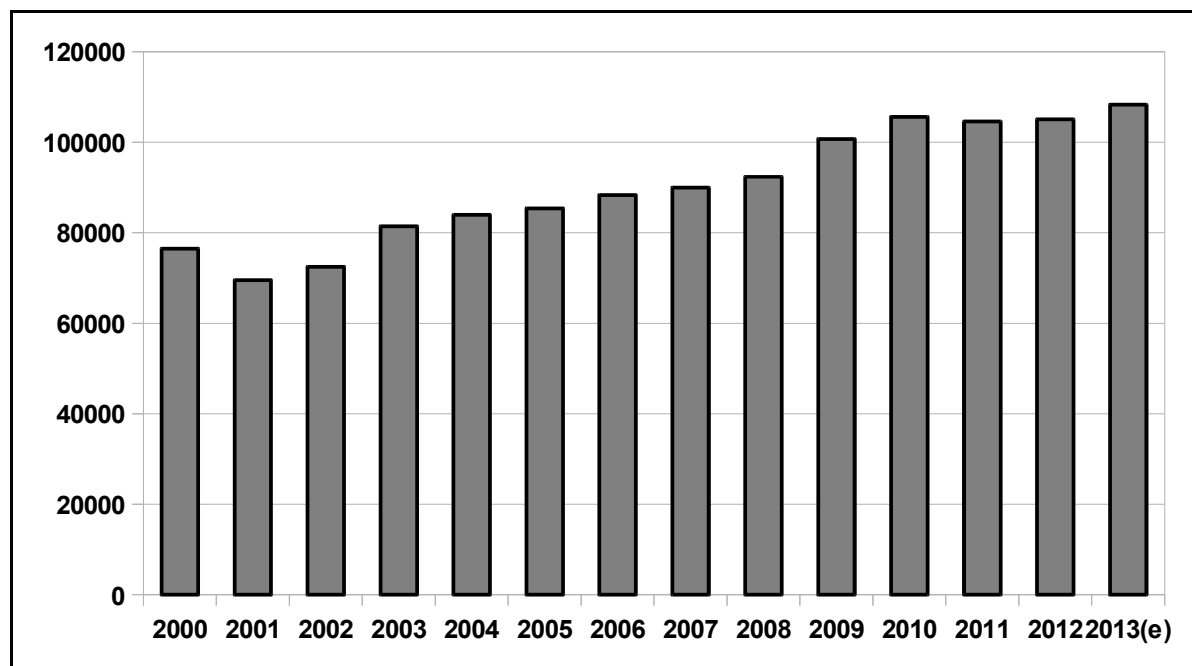
La surprise de ce graphique vient de l'évolution du nombre de DEI de 50 ans et plus, qui a augmenté de 25.000 depuis 2008 et de 101.000 (!) depuis 2000. Les raisons de cette augmentation sont à trouver dans des évolutions réglementaires, socioéconomiques et démographiques. La contrepartie de cette évolution se trouve dans une baisse rapide (-29.000 entre 2008 et 2013) des "chômeurs" âgés non demandeurs d'emploi.

Il y a depuis 2009 plus de DEI de 50 ans et plus que des DEI de moins de 25 ans.

Sauf croissance très soutenue, il faudra de très nombreuses années pour retrouver le nombre de DEI observé en 2008.

DEI	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013(e)
Total	474.427	469.740	491.481	538.141	576.612	596.397	588.261	532.459	504.865	554.529	567.192	546.473	560.367	584.000
< 25 ans	112.897	113.517	121.541	132.549	136.956	133.350	126.375	110.476	103.222	116.832	116.752	108.332	113.808	118.000
> 50 ans	30.712	30.637	32.549	42.141	59.744	80.767	95.244	102.121	106.860	117.397	125.704	126.875	128.167	132.000

Nombre moyen de bénéficiaires du Droit à l'Intégration Sociale (DIS)



Sources : SPP Intégration sociale - Calculs et estimations : IDD

Bon an, mal an, le nombre moyen de personnes bénéficiant du Droit à l'Intégration Sociale (DIS) a tendance à augmenter même s'il peut y avoir de modestes "reculs".

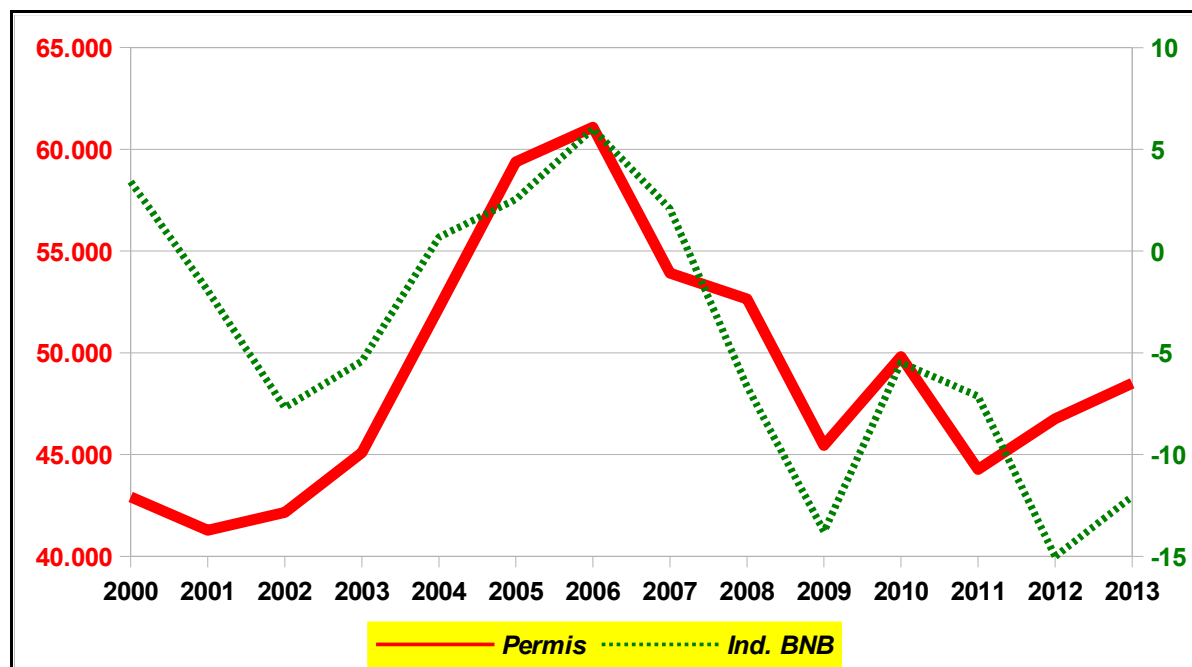
La tendance observée depuis 2008 correspond en gros à celle observée depuis 2000, probablement légèrement aggravée par les conséquences de la mise en oeuvre des dispositifs qui "accompagnent" les chômeurs.

On comprend à la lecture de ce graphique que les CPAS se "plaignent" de l'augmentation de leur charge de travail.

Rappelons que les jeunes représentent environ 30% du nombre total de bénéficiaires du DIS, soit environ 32.000 jeunes en 2013.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013(e)
DIS	76.497	69.507	72.470	81.441	83.937	85.391	88.337	89.990	92.372	100.721	105.621	104.583	105.075	108.300

**Nombre total de permis octroyés pour des logements neufs
et indicateur conjoncturel de la BNB pour le secteur du logement
Permis (éch. de gauche) / Indicateur (éch. de droite)**



Sources : BNB et SPP Economie - Calculs et estimations : IDD

On sait qu'il y a une crise du logement et qu'une des manières de la résoudre c'est de construire des logements nouveaux.

De ce point de vue la période de crise n'a pas été très favorable. Au total le nombre moyen de permis accordés de 2009 à 2013 (environ 47.000) est de 6% inférieur au nombre moyen observé avant la crise (environ 50.000) et nettement moindre que les demandes observées au milieu de la décennie passée.

Peut-être peut-on néanmoins considérer qu'il s'agit d'un "résultat" pas trop mauvais au vu du contexte de crise.

Alors que le stock de logements doit augmenter, il est trop tôt pour pouvoir déceler une réelle reprise du nombre de permis demandés. La difficulté semble-t-il croissante pour des candidats bâtisseurs d'obtenir un prêt bancaire ne va évidemment pas aider.

Pourtant stimuler le secteur du logement constitue une politique à la fois économique (sous réserve des emplois "étrangers") et sociale.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013(e)
Permis	42.921	41.277	42.156	45.095	52.230	59.384	61.083	53.923	52.651	45.456	49.818	44.266	46.761	48.500
Ind. BNB	3,4	-1,9	-7,7	-5,4	0,7	2,5	6,0	2,1	-6,7	-13,8	-5,5	-7,1	-15,0	-12,1